Intervention de Mme Hélène Conway-Mouret,
Ministre déléguée auprès du Ministre des affaires étrangères

Monsieur le Secrétaire général du Conseil de l'Europe,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Chers artisans de la démocratie,

C'est un honneur pour moi de représenter ce soir les autorités françaises, partenaires de ce Forum Mondial de la Démocratie à l'occasion du lancement de sa deuxième édition.

L'initiative de ce projet visant à créer un évènement de portée internationale, vous revient Monsieur le Secrétaire général et nous vous en sommes très reconnaissants. Vous avez été d'emblée appuyé, dans cette entreprise, par Monsieur le Sénateur-Maire de Strasbourg (Roland Ries), Monsieur le président du Conseil régional d'Alsace (Philippe Richert), que je salue tous deux également, ainsi que M. le président du conseil général du Bas-Rhin (Guy-Dominique Kennel), ainsi que par l'Etat français. Le président de la République lui a accordé son haut patronage. C'est donc avec le plus grand plaisir que nous avons vu grandir ce projet enthousiaste et ambitieux. Nous sommes convaincus que cette deuxième édition du Forum s'inscrira dans la lignée de l'édition 2012, qui a connu un franc succès.

La démocratie, objet de ce Forum, est le fondement de nos sociétés. Son histoire est intimement liée à l'histoire européenne. Aujourd'hui, c'est une aspiration universelle. Les différentes expériences de la démocratie dans le monde montrent qu'il s'agit d'une quête ardue et de longue haleine. Rien n'est jamais acquis dans ce domaine.

Le contexte socio-économique difficile que nous vivons ces dernières années nous le prouve chaque jour : la montée des inégalités favorise le repli sur soi alors que c'est la solidarité qui devrait nous rapprocher. La crise provoque la résurgence du racisme et du discours de haine. Les citoyens perdent confiance dans les systèmes politiques établis.

Ces tendances observées de distanciation des citoyens par rapport à la chose publique et de durcissement des discours dans nos sociétés en crise nous démontrent une fois de plus que le combat pour la démocratie n'est jamais terminé. A l'instar de la Paix, la démocratie se cultive au quotidien. Elle est l'œuvre de tous. Chacun doit se sentir concerné, sous peine d'un dépérissement de la démocratie.

C'est pourquoi ce Forum mondial, en permettant de réunir à la fois représentants politiques et membres de la société civile, est une opportunité de rassemblement et un moment unique de dialogue à l'échelle mondiale. Car, la démocratie c'est avant tout échanger et débattre sur des

sujets d'actualité, de société dans le souci de rechercher le meilleur équilibre entre pouvoirs et contre pouvoirs. C'est cet exercice que les différents laboratoires proposés au cours de ces trois jours vont mettre en pratique.

La démocratie est au cœur des valeurs et de l'action du Conseil de l'Europe, qui œuvre pour accroître la participation, favoriser l'épanouissement de la diversité et lutter contre les menaces à l'Etat de droit. Le Forum est un prolongement naturel de cette action sous une forme innovante. C'est un outil précieux.

Ce Forum a en effet pour objectif d'organiser la rencontre, en dehors des structures institutionnelles, d'un public varié venu du monde entier, composé de citoyens, de décideurs, d'élus, de représentants de la société civile et des médias, tous animés par le désir de participer au renouvellement et à l'enrichissement des concepts et des pratiques démocratiques.

Ce type d'échanges informels, inclusifs, et de grande ampleur est certainement une réponse à la « crise de la démocratie » que nous connaissons actuellement. C'est en tous cas dans cet espoir que le thème de cette deuxième édition du forum a été choisi : « connecter les institutions et les citoyens à l'ère du numérique ».

Nous assistons, ces dernières années, à une évolution majeure des moyens de communication de nos sociétés, affectant jusqu'à nos pratiques de la démocratie : le débat public et les échanges d'idées ont investi internet par le biais des blogs, des forums/sites participatifs et des multiples réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter. La sphère publique est désormais à portée de chacun, à tout moment. L'information circule en instantané et sans frontières, mais aussi sans contrôle. Doit-on voir dans ce développement une menace pour la démocratie éloignant les citoyens un peu plus de la vie politique institutionnelle et faussant l'équilibre et le contenu des débats ? Ou doit-on, au contraire, considérer ces nouveaux moyens de communication de l'ère numérique comme une chance de réconcilier la société civile avec ses représentants politiques ? Les citoyens ne venant plus facilement jusqu'à la sphère politique institutionnelle, n'est-ce pas du devoir des représentants de venir jusqu'à ces derniers en utilisant ces outils numériques ?

Car si une démocratie nomade, disponible à chaque point de connexion internet, est difficilement contrôlable dans son exercice et donc potentiellement sujette à divers abus, elle constitue également une opportunité d'intégrer un maximum d'individus dans ses débats et autres formes d'interaction. Qu'ils soient jeunes ou vieux, actifs ou chômeurs, les individus s'expriment de la même manière sur internet sur les sujets qui les intéressent, qui les font réagir. Nul besoin désormais d'avoir la parole et le verbe faciles ou d'avoir un certain statut social pour oser exprimer son opinion, plus besoin de se déplacer non plus. En cela, internet offre un formidable potentiel de démocratisation pourvu que l'on surmonte la fracture numérique.

Toutes ces questions, dont les réponses sont loin d'être évidentes, nécessitent d'être débattues, car il est impossible pour nos sociétés d'ignorer cette évolution mondiale et de continuer sur des schémas traditionnels. Il s'agit bien de savoir de quelle manière embrasser cette évolution.

Au-delà de la question des conséquences sur l'exercice de la démocratie, se pose celle des libertés fondamentales, dont le Conseil de l'Europe assure également la défense. Nos sociétés, de plus en plus connectées, doivent favoriser l'accès à l'information et au savoir, ainsi que le développement de contenus culturellement et linguistiquement diversifiés. Internet, qui s'est imposé comme l'espace public de notre époque, représente, dans cette optique, un levier de développement important et un instrument de liberté et d'émancipation politique. Pour les citoyens, internet constitue en effet un moyen d'information et d'éducation et peut, par là-même, contribuer à la promotion de la liberté, de la démocratie et des droits de l'Homme.

Cependant, les réseaux sociaux, et plus généralement internet, représentent également des menaces potentielles aux libertés fondamentales telles que le respect de la vie privée et la protection des données personnelles. Or, la France est profondément attachée au principe d'universalité des droits l'Homme, principe valable dans le monde réel comme dans le cyberespace. L'ensemble des droits et libertés fondamentales doit bénéficier de la même protection et des mêmes garanties sur internet que partout ailleurs. Il est donc important que les risques, aux côtés des opportunités que ce nouvel espace public représente, soient évalués afin d'être mieux appréhendés et encadrés par nos législations.

Dans un esprit d'équilibre des droits, la liberté et la sécurité, la transparence et le respect de la confidentialité, de même que l'exercice des droits individuels et la responsabilité doivent être assurés simultanément.

La liberté de l'internet est une responsabilité partagée : les gouvernements, le secteur privé, la société civile ont tous un rôle important à jouer dans la promotion du respect et de la préservation de la liberté d'expression et d'autres droits fondamentaux, comme la liberté de réunion et d'association et le droit au respect de la vie privée, qu'une résolution adoptée par l'AGNU le 26 novembre vient de réaffirmer. Par conséquent, le dialogue multi-acteurs est, là aussi, fondamental et nécessaire pour préserver l'universalité, l'intégrité et l'ouverture de l'internet.

Et quel meilleur lieu que la ville de Strasbourg, symbole de paix et de réconciliation du continent européen, pour organiser ce dialogue sur les défis auxquels la démocratie est confrontée à l'ère du numérique ? En nous rappelant le long chemin vers la démocratie et la paix parcouru depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, Strasbourg se place à l'avant-garde des valeurs universelles.

A vous désormais d'enrichir ce parcours de vos réflexions et diverses expériences et de faire en sorte que l'idéal de démocratie et de paix qui nous anime tous et la défense des valeurs qui leur sont associées perdurent dans l'évolution constante de nos sociétés. Je vous souhaite à tous un excellent Forum mondial de la démocratie.